

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIFFAGE ROUTE GRAND SUD

360 rue Louis de Broglie
13290 Aix-En-Provence

Références : -
Code AIOT : 0006600691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement EIFFAGE ROUTE GRAND SUD implanté Roquebrune 30130 Saint-Alexandre. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE ROUTE GRAND SUD
- Roquebrune 30130 Saint-Alexandre
- Code AIOT : 0006600691
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement ainsi qu'une station de transit de matériaux sont présentes in situ. L'extraction et l'exploitation du site sont intégralement sous-traitées à la société ROFFAT dont le siège social est situé 305 route de Bellevue - 26600 MERCUROL-VEAUNES, cette société exploitant en son propre nom 11 carrières en région AURA (Ardèche et Drôme).

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limites des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.3.2	Sans objet
3	Limite des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.4	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Sans objet
5	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 10.2.2	Sans objet
6	Limitation des rejets aqueux (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence une bonne gestion de la carrière par l'exploitant. Seules les demandes d'acceptation préalable doivent être correctement renseignées à l'avenir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des terres excavées et sédiments
Prescription contrôlée : Les transporteurs et les collecteurs de terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments transportés ou collectés. Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes : [...] <p>d) Concernant l'origine et la gestion des terres excavées et sédiments :[...] la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; [...]</p>
Constats : L'exploitant a déclaré que les parcelles ne sont pas cadastrées et à ce titre il a fourni un document recensant les coordonnées GPS des parcelles concernées. Dans la DAP n°117 transmise à l'inspectrice lors de l'inspection du 09/07/2024, les coordonnées GPS ne sont pas renseignées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de compléter avec les coordonnées GPS la section 4 "origine du déchet" de ses DAP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Limites des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celles-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Arrêt de l'installation
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Arrêt de l'installation

<p>Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriétés fixés, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne):</p> <ul style="list-style-type: none"> • diurne : 70 dB(A) • nocturne : Arrêt de l'installation <p>Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Laeq. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.</p>		
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesures de bruit réalisé par ORFEA, référencé R2-DOC-004-02-ICPE et daté du 22/12/2023 dont les résultats sont conformes aux valeurs seuils fixées par l'arrêté préfectoral susvisé.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 3 : Limite des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôles des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré réaliser le contrôle des niveaux sonores tous les trois ans, le dernier rapport fourni date de 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets fourni par l'exploitant date de février 2025 et comprend les éléments attendus par la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Aires et cuvettes étanches

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 10.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aires et cuvettes étanches</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit</p>

réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de manquements à la prescription contrôlée, les produits sont tous stockés sur une rétention adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation des rejets aqueux (eaux pluviales)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2004, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le pH doit être compris 5.5 et 8.5; • la température doit être inférieure à 30°C; • les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35mg/l (Norme NFT 90105); • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O) doit avoir une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90101); • les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10mg/l (norme NF EN ISO9377-2); • La modification de couleur du milieu récepteur,
Constats : L'exploitant a fourni les rapports d'analyses des eaux rejetées réalisées en 2022, 2023 et 2024 par le laboratoire TERANA DROME. Le rapport n°22-16969-001 daté du 21/09/2022 révèle un dépassement de la demande chimique organique dont la valeur est de 128 mg/l dont l'exploitant n'a pas pu justifier de cet écart . Le rapport n° 23-22107-004 daté du 21 juillet 2023 ne présente pas les résultats des paramètres DCO, pH et température. Selon l'exploitant, ces paramètres n'ont pas été mesurés. Le rapport n°24-12346-003 daté du 10/04/2024 présente des résultats conformes sur tous les paramètres fixés par la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite